N'est-ce pas le comble de l'hypocrisie de la part du gouvernement de modifier le rôle public de Petro-Canada une année donnée et d'invoquer l'année suivante ce prétexte pour privatiser la société?

• (1425)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne vois vraiment pas le rapport entre le préambule et la question du député. Si mon collègue me demande si le ministre a fait une déclaration, je lui ai rappelé les propos du ministre. Il n'y a rien d'illogique là-dedans. Nous avons précisément abordé la question pendant la campagne électorale en disant que si cette mesure était justifiée et avantageuse pour le Canada, nous envisagerions de privatiser la société. C'est exactement ce que nous avons fait dans certains cas. Je sais que mon collègue n'est pas toujours d'accord, mais il reconnaîtra sans doute que nous en avons toujours discuté au préalable en fournissant les explications voulues. Si nous jugeons que la privatisation sert l'intérêt national, nous le ferons pour d'autres sociétés, y compris Petro-Canada.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je vais faire une autre tentative. Selon le président de Petro-Canada lui-même, la société avait un rôle à jouer en matière de politique publique jusqu'à l'élection du gouvernement actuel. Selon M. Hopper, le nouveau gouvernement a modifié ce rôle en demandant à Petro-Canada d'agir exactement comme Shell, Imperial Oil et Gulf.

Une voix: Bravo!

M. Broadbent: Il y a un conservateur là-bas qui applaudit.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous n'applaudissons pas, nous soutenons que Petro-Canada a une obligation envers le secteur énergétique et les Canadiens, et qu'elle n'est pas là pour simplement réaliser des bénéfices maxima. N'est-il pas hypocrite de la part du gouvernement de modifier un jour le rôle public de Petro-Canada et d'invoquer le lendemain ce prétexte pour privatiser la société?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue parle du rôle de Petro-Canada sur le plan de la politique publique. Sous la coalition libérale-néo-démocrate, ce rôle consistait à engloutir les deniers publics et à livrer concurrence au secteur privé. C'est exactement ce qui se passait.

Nous avons réussi à instaurer des rapports très harmonieux avec la direction de Petro-Canada, mais nous avons dit lors de la campagne électorale que le moment venu, nous examinerions la question pour voir si les deniers publics sont utilisés à bon escient et si, dans l'intérêt national, il valait mieux conserver l'organisation actuelle ou la modifier.

Nous avons dit par le passé que des changements s'imposaient et nous avons proposé à la Chambre des changements d'organisation qui se sont révélés avantageux pour de Havilland et Canadair notamment et il y en aura peut-être d'autres. La ministre d'État à la privatisation a été nommée précisément dans le but d'examiner cette question car nous sommes convaincus que l'expansion du secteur privé sert énormément l'intérêt national.

M. Broadbent: Monsieur le Président, aux élections de 1980, les Canadiens ont fait savoir au gouvernement conservateur de 1979 ce qu'ils pensaient de cette idée. Si le gouvernement veut mener une campagne électorale sur la privatisation de Petro-Canada, son jour sera le nôtre.

[*Français*]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT VOUDRAIT RESTAURER LE MANDAT ORIGINAL DE PETRO-CANADA

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma dernière question s'adresse au premier ministre. Au lieu de changer le mandat de Petro-Canada, quand nous avons une crise dans le secteur de l'énergie, quand nous avons un problème avec les prix dans ce secteur, le gouvernement voudrait-il restaurer le mandat original de Petro-Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous sommes en train de procéder dans ce dossier, comme nous avons procédé dans d'autres, y compris par exemple dans celui de la Canadair, où je pense que la Chambre s'est prononcée sur un dossier qui est en train d'amener des bénéfices très substantiels à Montréal et ailleurs. C'est un instrument de développement national et nous sommes en train de considérer le tout, Petro-Canada, dans ce domaine-là.

[*Traduction*]

Mon collègue a parlé de la campagne électorale de 1980. Nous aurons le temps de mener une autre campagne électorale et nous serons jugés à juste titre par les Canadiens, mais le NPD a pris parti contre le gouvernement conservateur pour 18c. le gallon et il a ensuite appuyé les libéraux pendant tout le mandat de ce gouvernement tandis qu'il augmentait de 1,18 $ le prix de l'essence. Le député devrait avoir honte. Nous parlerons de son hypocrisie lors de la prochaine campagne électorale.

Des voix: Bravo!

LA MISE EN VALEUR DE LA RÉGION EXTRACÔTIÈRE DE TERRE-NEUVE

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, on ne peut pas blâmer les Terre-Neuviens, aujourd'hui, s'ils accueillent la grande nouvelle avec scepticisme parce qu'ils ne peuvent vraiment pas comprendre ce que le gouvernement du Canada veut dire quand le ministre des Finances déclare sur la côte ouest que Petro-Canada sera vendue alors que le ministre des Transports et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources déclarent à Saint-Jean de Terre-Neuve que Petro-Canada a des projets à long terme pour la région extracôtière de Terre-Neuve. Le gouvernement dit-il maintenant que si Petro-Canada est vendue, le contrat de vente garantira que les plans de forage et de production annoncés aujourd'hui par le gouvernement et Petro-Canada seront respectés?